



- ▶ Partout, de l'Afrique à l'Amérique, de l'Europe à l'Asie, les inégalités économiques extrêmes ont explosé sur la planète ces dernières années.
- ▶ En 2014, les 1 % les plus fortunés détenaient 48 % des richesses mondiales laissant à peine 52 % à partager entre les 99 % restants.
- ▶ Pour Olivier Favereau, c'est une conséquence du renversement d'alliance qui s'est produit à partir des années 1980 : le haut management a été aspiré par le monde financier.

## L'explosion des inégalités s'invite au Forum de Davos

- ▶ À l'occasion de la 45<sup>e</sup> édition du Forum économique mondial de Davos (Suisse) du 22 au 24 janvier, l'ONG Oxfam publie un rapport sur la spectaculaire croissance des inégalités dans le monde.
- ▶ Pour y remédier, l'ONG réclame l'organisation d'un grand forum fiscal mondial sous l'égide de l'ONU.

« Nthabiseng est née dans une famille pauvre de Limpopo, une zone rurale d'Afrique du Sud, le même jour que Pieter, né, lui, dans une riche banlieue du Cap. » Ainsi commence le rapport publié par l'ONG Oxfam en octobre dernier pour le lancement de sa campagne « À Égalité ! » (1) tant l'histoire de ces deux anonymes résume toute l'injustice du monde.

Car les statistiques sont sans appel : espérance de vie, niveau d'études, accès aux services de santé ou espoir de promotion sociale pour leurs enfants... les chances de Nthabiseng et Pieter dans la vie diffèrent considérablement. « En Afrique du Sud, le fossé entre riches et pauvres se creuse rapidement, excédant aujourd'hui celui déploré à la fin de l'apartheid », souligne amèrement le document.

Le cas est, hélas, loin d'être isolé. Partout, de l'Afrique à l'Amérique, de l'Europe à l'Asie, les inégalités économiques extrêmes ont explosé sur la planète ces dernières années, venant exacerber celles fondées sur le sexe, la caste ou la religion, pour faire de cette question l'un des plus grands défis de notre époque.

Une question que l'association Oxfam a décidé, une fois encore, de porter à l'attention des décideurs et des opinions publiques à l'occasion de la 45<sup>e</sup> édition du Forum

économique mondial qui doit se tenir à Davos, en Suisse, du 22 au 24 janvier.

Le constat dressé par l'étude « Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout » (2) est plus qu'inquiétant. « Si la pauvreté a plutôt régressé partout dans le monde, l'écart entre les riches et les pauvres a, lui, tendance à s'accroître. Les pauvres sont un peu moins pauvres, mais les riches de plus en plus riches », résume Manon Aubry, du département « plaider, campagnes et mobilisation » à Oxfam.

Quelques chiffres résument le phénomène : en 2014, les 1 % les plus fortunés détenaient 48 % des richesses mondiales laissant à peine 52 % à partager entre les 99 % restants. Or, la quasi-totalité de ces 52 % sont aux mains des 20 % les plus riches. Résultat final : « 80 % de la population mondiale doit se contenter de seulement 5,5 % des richesses », note le rapport.

Cette concentration du patrimoine mondial aux mains d'une petite élite ne date pas d'hier. Dans son ouvrage *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (3), l'économiste Thomas Piketty a montré qu'en France, les inégalités ont fortement progressé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1967, avant de diminuer puis de repartir à la hausse au tournant des années 1980.

## « La première cause de l'inégalité, c'est l'évitement de l'impôt. »

Or, à en croire les données publiées par Oxfam, ces inégalités se creusent particulièrement, cette fois au niveau mondial, juste après la crise de 2007-2008. « *La part détenue par les 1 % les plus riches était de 44 % en 2009. Si l'on ne fait rien, elle dépassera les 50 % en 2016 et sans doute 54 % en 2020. Aujourd'hui déjà, les 80 individus les plus riches possèdent autant que 3,5 milliards de personnes dans le monde. C'est tout simplement intolérable* », s'indigne Manon Aubry.

Comment en est-on arrivé là ? Si l'on regarde la liste des 1 645 milliardaires répertoriés par le magazine *Forbes*, on s'aperçoit qu'il est difficile de dresser un portrait type de ces ultra-riches. Deux points méritent cependant d'être soulignés. Le premier : plus de 30 % d'entre eux sont des héritiers qui se sont contentés de recevoir tout ou partie de leur fortune et de la faire fructifier. Le second : ceux qui ont particulièrement prospéré le doivent d'abord aux intérêts ou activités qu'ils ont développés dans les secteurs de la finance et de la pharmacie, des industries extractives ou des nouvelles technologies.

Malgré la crise, ces secteurs ont continué de dégager d'énormes bénéfices qui ont contribué aux gonflements des fortunes de leurs propriétaires et investisseurs. « *Mais ces bénéfices n'ont été possibles que parce que les grandes compagnies ont largement profité d'un système fiscal international très favorable. La première cause de l'inégalité, c'est l'évitement de l'impôt* », souligne Manon Aubry.

De fait, si la crise a montré les

dangers d'un capitalisme non régulé, il a fallu plusieurs années avant que les dirigeants se mettent d'accord sur les décisions à prendre. Le système bancaire est en voie d'assainissement, la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux est sur les rails, mais il faudra encore du temps avant que les mesures fassent pleinement sentir leurs effets.

Dans le domaine de la taxation des multinationales, on en est encore qu'au début. Beaucoup arrivent encore, grâce à des politiques dites d'optimisation fiscale ou en faisant jouer la concurrence entre États, à réduire considérablement leur impôt, voire à y échapper.

Pour remédier à cette situation qui prive les nations et leurs citoyens de ressources considérables, le G20 a confié, en 2012, aux experts de l'OCDE de plancher sur une remise à plat totale du système fiscal international. « *Un travail qui va dans le bon sens, mais qui ne concernera au final que 34 pays. Voilà pourquoi Oxfam demande, à l'occasion du Forum de Davos, à tous les dirigeants de s'engager à organiser, dans les meilleurs délais, un sommet fiscal mondial sous l'égide de l'ONU* », précise Manon Aubry.

Une proposition qui laisse sceptique Vincent Touzé, économiste à l'OFCE. « *S'interroger sur la manière de mieux répartir les bénéfices de la mondialisation est sans doute une nécessité, mais je vois mal comment on parviendrait à instaurer une taxe mondiale alors qu'on a déjà du mal, en Europe, à harmoniser le système.* »

À Oxfam, on veut pourtant y croire, à l'image de sa directrice générale, Winnie Byanyima : « *Beaucoup d'entre vous se demanderont si nous pouvons changer les choses. La réponse est "oui", ferme et définitive. Les inégalités ne sont pas une fatalité. Elles sont le fruit de choix politiques. Nous attendons maintenant que les dirigeants du monde joignent le geste à la parole et s'attaquent aux intérêts particuliers qui font obstacle à un monde plus juste et plus prospère.* »

ANTOINE D'ABBUNDO

(1) [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org), dossier « À égalité » à télécharger.

(2) Dossier à télécharger sur [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

(3) Éditions du Seuil, 2013.

## VU DE SCANDINAVIE

# La Suède n'est plus « championne du monde » de l'égalité

► Naguère montrée en exemple, elle est le pays occidental où les inégalités ont le plus progressé en vingt ans.

### RIGA

De notre correspondant régional

Peter Wallenberg est décédé hier en Suède, à l'âge de 88 ans. Peu connu à l'étranger, ce nom symbolise à Stockholm fortune, pouvoir et influence. La dynastie familiale dont il était le doyen a bâti un petit empire sur une banque, créée en 1856. Elle détient d'importantes participations dans de grandes entreprises suédoises (Electrolux, Ericsson, Saab, etc.).

« Les Wallenberg », comme on les appelle en Suède, représentent encore aujourd'hui un certain capitalisme à la suédoise. Discret, sûr de lui et s'efforçant, pour la bonne marche des affaires, d'entretenir des relations cordiales avec les syndicats et tous les gouvernements se succédant à Stockholm.

Naguère tout-puissant, le Parti social-démocrate a joué le jeu. Au

nom de l'emploi et de la prospérité économique, il a souvent ménagé les grandes entreprises privées du pays. Dans le même temps, il menait une politique volontariste en vue de limiter les inégalités et de bâtir l'État providence : la pression fiscale suédoise a longtemps été l'une des plus lourdes du monde.

### « Les revenus des Suédois les plus riches ont triplé depuis les années 1980. »

Dans le secteur public, mais aussi dans le privé, « les écarts de salaires ont fortement baissé entre la fin des années 1960 et les années 1980 », y compris entre hommes et femmes. La Suède passait alors pour « la championne du monde de l'égalité », rappelaient l'an dernier trois économistes de l'université d'Uppsala dans une étude.

Cette mécanique s'est toutefois enrayée. Des crises économiques, importées de l'étranger ou inhé-

rentes à des déséquilibres intérieurs, ont provoqué la fin du plein-emploi. Les moins favorisés se sont appauvris, tandis qu'avec l'émergence d'un capitalisme plus « sauvage » et une progression de l'individualisme, les mentalités ont changé dans le pays.

À tel point que, selon des études nationales et étrangères, la Suède est désormais le pays occidental où les inégalités ont le plus vite augmenté au cours des vingt-cinq à trente dernières années. Elle s'est rapprochée de la moyenne des États de l'OCDE.

« Les revenus des Suédois les plus riches ont triplé depuis les années 1980, explique l'économiste Jesper Roine. Alors qu'aux États-Unis, les salaires et primes des dirigeants et cadres supérieurs d'entreprises ont été un facteur important dans le creusement des écarts, en Suède, la différence s'est surtout faite au niveau des revenus du capital. »

À cet égard, la suppression de l'impôt sur la fortune, en 2007 par un gouvernement de centre droit, fait figure de tournant symbolique.

ANTOINE JACOB

**ENTRETIEN OLIVIER FAVEREAU**, professeur d'économie à l'université Paris Ouest et coordonnateur d'un projet de recherche sur le thème « L'entreprise, formes de la propriété et responsabilités sociales »

## « Le haut management est aspiré par le monde financier »

► L'économiste Olivier Favereau estime que l'accroissement des inégalités qui a repris depuis les années 1980 est une conséquence de la financiarisation des entreprises.

Dans son rapport, Oxfam met en avant des données spectaculaires sur la montée des inégalités. Est-ce une surprise pour vous ?

**Olivier Favereau :** Le constat dressé par Oxfam est effrayant, il est indiscutable, mais il n'est malheureusement pas surprenant. Le niveau des inégalités commence à être rendu public à tous les niveaux, par des organismes comme l'OCDE ou le Fonds monétaire international. Oxfam ajoute une pierre de plus, avec des formules particulièrement frappantes.

Le travail mené par Thomas Piketty a montré que la courbe des inégalités résulte d'une évolution en U : on retrouve aujourd'hui le niveau d'inégalité, en termes de revenus et de patrimoines, qui était celui des années 1920. La réaction des grandes démocraties à la crise de 1929 avait réduit tous les ratios d'inégalité, puis ça a commencé à remonter à partir des années 1980.

Que s'est-il passé à partir des années 1970 et 1980 pour que les courbes s'inversent ?

**O. F. :** Les explications usuelles

- la mondialisation qui soumet les salariés des pays développés à la concurrence de ceux des pays à bas salaire, l'influence du progrès technique ou la fragilisation des syndicats de salariés - ne tiennent pas la route.

En fait, cela vient d'un basculement de très grande ampleur en faveur de la finance. À partir des années 1930, et surtout au cours des Trente Glorieuses, il existait une forme de coopération entre le patronat et les syndicats de salariés. Puis un renversement d'alliance s'est produit à partir des années 1980 : le haut management a été aspiré par le monde financier. En clair, les intérêts des managers se sont alignés sur ceux des actionnaires.

Comment s'explique cette convergence d'intérêts ?

**O. F. :** La source principale du problème est dans le mode de fonctionnement des entreprises. On considère aujourd'hui les actionnaires comme les propriétaires de l'entreprise. Ils y ont investi une partie de leur argent, donc ils veulent que cette entreprise soit gérée au mieux de leurs intérêts. Les managers sont donc à leur service, ils sont leurs employés et agissent en leur nom.

Ce double postulat, de l'actionnaire propriétaire et du patron employé à son service, constitue la base

actuelle de fonctionnement de toutes les grandes entreprises. D'où l'idée d'aligner les intérêts de « l'agent » sur ceux de son commanditaire, par l'intermédiaire de stock-options et autres attributions d'actions. C'est ce que nous appelons « la grande déformation » en faveur de la finance.

**« On retrouve aujourd'hui le niveau d'inégalité, en termes de revenus et de patrimoines, qui était celui des années 1920. »**

Selon vous, les actionnaires ne sont pas les vrais propriétaires ?

**O. F. :** Non, le travail que nous avons mené avec le Collège des Bernardins montre que sur le plan juridique, les actionnaires ne peuvent pas être propriétaires d'une entreprise. Une société est une collectivité humaine et une personne morale. Or on ne peut pas être propriétaire ni d'une personne physique, sinon c'est de l'esclavage, ni d'une personne morale, qu'il s'agisse d'un État ou d'une entreprise.

En outre, dans un marché liquide comme la Bourse, l'actionnaire n'assume pas tous les risques, puisqu'il

peut vendre ses titres quand il le souhaite et que sa responsabilité est limitée au seul montant de son apport. Un propriétaire à responsabilité limitée doit donc n'avoir que des prérogatives limitées.

Comment sortir de ce système ?

**O. F. :** Inverser la tendance va être très difficile. Nous sommes face à une puissance colossale, celle de l'argent. D'ailleurs, l'expérience montre que la finance est très difficile, voire impossible, à réguler, compte tenu de la puissance du lobby bancaire. François Hollande, qui s'est fait élire en disant que la finance est son ennemi, a reculé.

Il n'y a donc aucune lueur d'espoir ?

**O. F. :** Ça progresse sur le plan des idées puisque le niveau d'inégalité est maintenant connu. Il faut continuer cette bataille. Puisque c'est de là que tout est parti, il faut aussi faire évoluer le système de gouvernance des entreprises, en le rééquilibrant en faveur des salariés, en faisant entrer leurs représentants dans les conseils de surveillance ou les conseils d'administration.

Il faut que les États-nations fassent preuve de volonté politique, qu'ils se décident à utiliser les pouvoirs dont ils disposent. C'est ce qui se passe avec la reprise en main des paradis fiscaux.

RECUEILLI PAR SÉVERIN HUSSON

## PAROLES

### JEAN-PHILIPPE DELSOL

Avocat fiscaliste (1)

« L'enrichissement  
de certains  
profite à tous »

« Les riches sont utiles lorsqu'ils créent de la vraie richesse, c'est-à-dire lorsqu'ils vendent leurs produits à des consommateurs libres de les acheter. L'exemple de Xavier Niel, fondateur de Free, montre qu'on peut s'enrichir en enrichissant la société: parti de rien, il a créé 7 000 emplois et amélioré le pouvoir d'achat de millions de personnes en cassant les prix du mobile. Il faut donc supprimer les entraves qui découragent l'initiative et n'amènent qu'à créer une égalité dans la misère. Nous lutterons mieux contre la pauvreté en acceptant l'inégalité liée à l'enrichissement de certains. À l'inverse de ce que dit Thomas Piketty, on observe d'ailleurs que seules les richesses productives subsistent, les fortunes de rentiers s'érodant très vite. Il est donc capital d'encourager l'envie de créer: la réussite des entrepreneurs sera un gain pour tous. »

RECUEILLI PAR YOUNESS BOUSENNA

(1) Auteur de *À quoi servent les riches ?*, Éd. JC Lattes.

## REPÈRES

### LA CAMPAGNE D'OXFAM CONTRE LES INÉGALITÉS

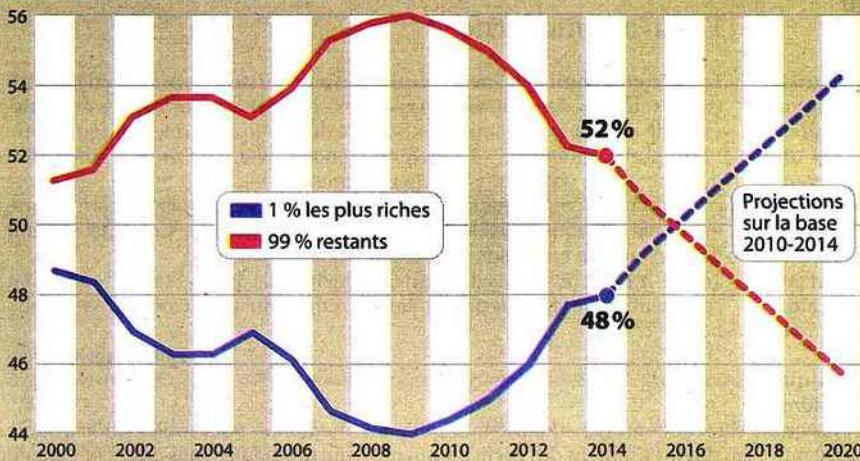
Dans sa campagne « À égalité », Oxfam appelle les États à adopter un plan en sept points pour lutter contre les inégalités:

- **Mettre un frein** à l'évasion fiscale des entreprises et des grandes fortunes, notamment en organisant cette année un sommet mondial sur la fiscalité.
- **Investir** en faveur de la gratuité et l'universalité de services publics comme la santé et l'éducation.
- **Répartir** équitablement la charge fiscale, en l'allégeant du côté du travail et de la consommation tout en taxant davantage le capital et les richesses.
- **Instaurer** un salaire minimum et œuvrer à un salaire décent pour tous les travailleurs.
- **Instaurer** une législation en faveur de l'égalité salariale et promouvoir des politiques économiques assurant le traitement équitable des femmes.
- **Mettre en place** une protection sociale suffisante pour les plus pauvres.
- **Adopter** l'objectif commun de lutter contre les inégalités à l'échelle internationale.

## La distribution des richesses, aujourd'hui et demain

### La distribution des richesses

Part des richesses mondiales, en %



### Les riches de plus en plus riches

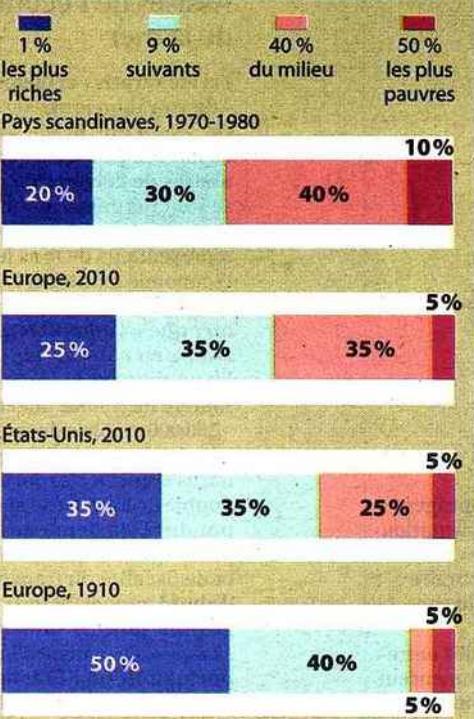
Nombre de milliardaires requis pour cumuler autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population



Source : rapport Oxfam, « Insatiable richesse », janvier 2015

### L'inégalité de la propriété du patrimoine

Part dans le total des revenus du travail



Source : Thomas Piketty, Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle, Seuil, 2013